

Le TTIP et le Ceta, toujours plus fragiles

Il y aura des milliers à être attendus mardi dans les rues de Bruxelles pour montrer les dents contre deux ennemis à quatre lettres : le TTIP et le Ceta. Ces deux accords commerciaux (avec les États-Unis pour le premier et le Canada pour le second) font l'objet d'une profonde contestation citoyenne... et politique.

Le TTIP, d'ailleurs, est devenu un enjeu électoral alors que la France et l'Allemagne

se préparent à des élections majeures l'an prochain. Les candidats de tous bords appellent à son abandon ou sa renégociation. Le ministre allemand de l'Économie avait même estimé que les négociations avaient échoué. Mais à la Commission, on réplique que les discussions continuent, à rebours de ce que les négociateurs eux-mêmes avouent hors micro.

Quant au Ceta, il cale. Les textes sont

bouclés, mais la signature, imminente, bute toujours... sur l'absence de consensus en Belgique, entre entités fédérale et fédérées. La Flandre a donné son feu vert, mais la Wallonie refuse en bloc. Et l'opposition se fait aussi sentir en Autriche, en Allemagne... sans parler de l'éventuel impact du Brexit, puisque le Royaume-Uni devait également signer cet accord. Bref, TTIP et Ceta sont dans de beaux draps... ■

TTIP et Ceta : contestés, loin d'être signés

COMMERCE Les accords de libre-échange avec les USA et le Canada font l'objet de fortes résistances, notamment wallonnes

- L'opposition des francophones belges bloque « pour l'instant » la signature de l'accord commercial entre l'Union européenne et le Canada.
- Les ministres européens en charge du Commerce font le point en fin de semaine.
- Une manifestation d'ampleur a lieu mardi à Bruxelles.

Chaque semaine en perspective pour les accords commerciaux négociés par les Européens avec les Américains ! Ce mardi, des milliers de manifestants sont annoncés à Bruxelles pour dire « stop » au TTIP et au Ceta, les accords de libre-échange et d'investissements négociés avec les États-Unis et le Canada. Le premier est toujours en négociation, mais le doute s'est installé. Le second est bouclé, mais la signature, imminente, cale toujours... sur l'absence de consensus en Belgique, entre entités fédérale et fédérées. Si le gouvernement flamand a donné son feu vert vendredi dernier, les Belges francophones refusent à ce stade de donner les pleins pouvoirs au fédéral pour la signature du traité. Les ministres européens en charge du Commerce feront le point en fin de semaine. Entretemps, les tractations iront bon train, à tous les étages... Quel est le problème ?

Manifestement, le TTIP est devenu un sérieux enjeu électoral. En France, l'anti-européenne protectionniste Marine Le Pen est depuis longtemps partie à l'assaut du projet d'accord avec les États-Unis. Le patron des Républicains,

l'ex-président Sarkozy, veut stopper les négociations cette année, pour les reprendre « sur de nouvelles bases » en 2017. Et les socialistes au pouvoir estiment désormais qu'il faut arrêter les pourparlers. Pour éventuellement les redémarrer avec une nouvelle Administration américaine. En Allemagne, le ministre social-démocrate de l'Économie Sigmar Gabriel ne dit pas autre chose, jugeant que « les négociations ont, de facto, échoué » ; les élections, en Allemagne, c'est pour l'automne prochain. Et en Belgique, le Premier ministre Charles Michel, dans un entretien à *L'Echo* le 3 septembre, appuyait aussi sur la pédale de frein : « Ce traité peut représenter de la croissance et de l'emploi pour l'Europe, à la condition qu'il soit équilibré. Ce qui est sur la table ne semble pas l'être. Donc, pour le moment, je préfère dire que ça ne va pas et qu'on reprendra peut-être les négociations plus tard ».

A cela, la Commission européenne réplique que les négociations... continuent. Jeudi dernier, la date d'un nouveau « round » de pourparlers a même été annoncée par la commissaire au Commerce Cecilia Malmström et son homo-

logue US Michael Froman : ce sera pour la semaine du 3 octobre, à New York. La veille, douze États membres de l'UE avaient chaudement encouragé le commissaire à poursuivre la négociation. La chancelière allemande Merkel, dont on connaît le poids dans l'UE, n'a pas non plus enterré le projet.

« Trop important pour échouer »

Il n'empêche. En coulisses, les négociateurs le disent : « Ça cale », indique une source proche du dossier. Sentant l'odeur du roussi, BusinessEurope, la fédération patronale européenne, s'est écriée le 30 août, et le répète depuis : la négociation « must go on » ! « Le TTIP est trop important pour échouer », plaide la présidente Emma Marcegaglia. Nous avons besoin de renforcer la croissance et les emplois en Europe et le TTIP est l'un des meilleurs moyens pour y arriver ».

C'est dans ce contexte tendu que les ministres européens en charge du Commerce se retrouvent pour un Conseil informel, ce jeudi soir et vendredi à Bratislava (la Slovaquie assure pour six mois la présidence tournante). Matthias Fekl a

déjà redit son intention de demander l'arrêt des négociations, en remettant en cause le mandat de la Commission. A confirmer. Tactiquement, une source informée relève toutefois qu'il ne serait « pas très heureux » que ce soient les Européens qui prennent l'initiative de dire stop, alors que c'est l'administration américaine en bout de course qui est en difficulté, incapable de répliquer aux demandes « offensives » de l'UE.

Le commissaire européen Pierre Moscovici (un compatriote de Fekl) a en tout cas souligné qu'il faudrait pour arrêter la Commission un vote « à l'unanimité » des 28. Juridiquement, certains ont des doutes. Mais il est clair que plus personne ne croit sérieusement en la possibilité de boucler un « accord équilibré et ambitieux » avant le départ d'Obama. Même la piste d'un pré-accord a minima sur quelques points se heurte à de fortes réticences. Et pour la suite, ce sont les deux prétendants à la Maison-Blanche qui se montrent pour le moins réservés. Bref, dans ce climat plombé, rien ne peut assurer que le TTIP verra un jour le jour.

Dès lors, il faut tout faire pour

sauver le « soldat Ceta » ! C'est le credo de tous les dirigeants. Et de Juncker, qui n'a pas pipé mot du TTIP dans son discours l'état de l'Union, mais a exhorté les Etats membres à conclure au plus vite l'accord finalisé avec le Canada, « le meilleur, et le plus progressiste, jamais négocié par l'UE ». Imposer du bœuf aux hormones, des OGM, ou du poulet lessivé au chlore, comme les opposants au TTIP le redoutent parfois ? « Cela ne s'est pas fait avec le Ceta ! », souligne une source officielle. C'est un excellent accord. Les Canadiens voulaient conclure avec nous, avant les Etats-Unis. Pour avoir accès à notre marché, ils ont fait énormément de concessions à l'UE et ouvert leurs marchés. Ce sont les Etats-Unis qui veulent que le Ceta échoue, parce qu'ils craignent les règles que l'on a imposées aux Canadiens, qui ont des valeurs très proches des nôtres. Cela place la barre très haut ».

Et donc : mettre le TTIP sous le boisseau pour en terminer au plus vite avec le Ceta ? Le temps presse : la signature est à l'agenda d'un sommet UE-Canada le 27 octobre ! Mais là aussi, des écueils subsistent. Et la Belgique est en première ligne.

Blocage wallon

En juillet, la Commission a déposé le texte proposé à la signature du Conseil (les capitales). Mais on estime que l'UE ne prendra pas le risque d'aller au sommet avec le Canada pour signer le « contrat » si un Etat renâcle – sous pression de nombreux pays, la Commission a fini par accepter début juillet que le traité serait « mixte », et devrait donc être signé par tous les Etats membres. Or, en Belgique, où les entités fédérées ont leur mot à dire pour les matières qui les concernent, les parlements fran-

cophones (wallon, de la Communauté française et le Parlement francophone bruxellois) font de la résistance.

Le Parlement wallon a ainsi demandé au gouvernement de s'abstenir, au moins le temps que la Cour de Justice de l'UE donne son avis sur la compatibilité entre l'accord négocié avec Ottawa et les Traités européens. Résultat : le gouvernement n'a toujours pas les pleins pouvoirs pour aller signer le 27 octobre. « Pour l'instant, dit une source officielle, sans autre détail : On cherche une solution qui rencontrerait leurs préoccupations, qui trouvent d'ailleurs leurs réponses dans le traité ! Mais il n'est plus possible de rouvrir le texte. Chacun prendra ses responsabilités... ». Sans déblocage à temps, la Belgique s'abstiendra-t-elle ? Votera-t-elle contre ? « Beaucoup de questions se posent, car c'est la première fois que l'on est confrontés à un accord aussi politique et sensible aux yeux de l'opinion publique », relève une autre source proche du dossier.

Et il n'y a pas qu'en Belgique que cela coince. L'Autriche, aussi, a émis des réserves, il y a une dizaine de jours. La Slovaquie et la Hongrie attendent un débat parlementaire. L'Allemagne réclame une discussion ministérielle formelle avant de conclure – c'est « un point sensible pour Gabriel », nous dit-on. Bulgarie et Roumanie ne digèrent toujours pas de ne pas bénéficier d'une exemption de visa au Canada, comme les autres Etats membres de l'UE. Et certains s'interrogent sur l'impact du... Brexit : l'accord négocié avec le Canada l'est aussi au nom du Royaume-Uni. Et si demain Londres largue les amarres ?

Le sommet avec le Canada aura-t-il lieu ? « On n'en est pas à la première surprise en ces matières », rappelle-t-on du côté des récalci-

trants au Parlement européen. Le précédent de l'Acta, un accord commercial anti-contrefaçon, coulé en dernière ligne droite par le Parlement européen, est dans les mémoires. Dans ces rangs (clairsemés) des opposants, on juge que « le Ceta, c'est le cheval de Troie du TTIP, assène Marie Arena, seule eurodéputée belge (PS) à

siéger dans la commission Commerce international du PE, lequel aura à ratifier l'accord une fois signé. Voilà 30 ans que le Canada est associé avec les Etats-Unis dans l'Alena et des milliers d'entreprises US sont établies au Canada tandis que 80 % des entreprises américaines en Europe ont aussi des filiales au Canada. Il y a donc de vrais enjeux avec le Ceta, même si le TTIP ne devait jamais voir le jour ! »

Cheval de Troie ? « J'espère bien, réplique notre source officielle, car ce serait bien si les Etats-Unis acceptaient tout ce que les Canadiens nous ont lâché. Les Canadiens ont accepté notre nouveau modèle d'arbitrage des différends entre investisseurs et Etats, désormais avec des juges indépendants, un système d'appel, des garde-fous contre des plaintes injustifiées, etc. » « Même si quelques modifications vont dans le bon sens, comme l'introduction d'un mécanisme d'appel ou un code éthique pour les arbitres, l'ADN (du nouveau système par rapport à l'ancien, NDLR) reste le même », maintient pourtant Arena. Fin de la semaine dernière, c'était au tour des syndicats... canadiens de se fendre d'une déclaration commune, à l'adresse du gouvernement libéral de Justin Trudeau : « Nous exhortons le gouvernement à ne pas ratifier le Ceta. Cet accord menace nos services publics, notre système de santé et nos emplois ».

Les deux parties s'apprêteraient désormais à apporter des « clarifi-

cations » juridiques à l'accord, mais sans renégocier. Cet été, le patron de la DG (direction générale) Commerce à la Commission, le Français Jean-Luc Demarty, aurait fait savoir que « si le Ceta ne passe pas, c'est la fin de la politique commerciale européenne, si pas des autres politiques ». Chaud ! ■

PHILIPPE REGNIER

MANIFESTATION MARDI

10.000 personnes attendues

Les organisateurs du rassemblement jugent qu'une « victoire citoyenne » est à portée de main, en tout cas sur le TTIP. Les opposants ont réussi à imposer leur message dans le débat. « Ils ont très largement gagné le débat », reconnaît, sous couvert d'anonymat, une source officielle, dépitée. C'est un tour de force si l'on se rappelle la belle unanimité des Etats membres (gouvernement Di Rupo de l'époque compris) lors du lancement des négociations, il y a trois ans. Les partisans de ces accords estiment que la parole des experts, des mandataires, n'a plus l'oreille d'une société en crise, bousculée, secouée : dans ces conditions, le commerce international, l'ouverture à l'étranger voire l'argent, font figure d'épouvantail... Et ces militants, aux vues tranchées, sont très bien organisés. Champions de la mobilisation. On attend ainsi plus de 10.000 participants à la manifestation de ce mardi, qui bloquera la rue de la Loi dès 16 heures. Les organisateurs espèrent un impact limité sur la circulation : le gros du trafic à cette heure-là est plutôt « sortant »...

PH.R.

LE FLORILÈGE DES RÉCRIMINATIONS DE DIFFÉRENTES ASSOCIATIONS À L'ENCONTRE DU TTIP

**Préserver les normes**

« Nos normes sociales et environnementales sont la base d'une démocratie économique, sociale et écologique. Les produits importés doivent respecter ces normes ; selon nous, la politique commerciale doit même être utilisée pour promouvoir ces normes, surtout quand il s'agit d'échanges avec d'autres pays dits "développés". La coopération réglementaire proposée dans le contexte de ces négociations risque de produire le contraire, en donnant aux lobbys patronaux la possibilité d'influencer les politiques très tôt dans le processus législatif, avant l'implication des instances démocratiques tels que les parlements ».

**Dérégulation**

« Le Ceta rend difficile voire impossible de limiter la taille des institutions financières, la valeur totale des transactions et des actifs des établissements financiers, donc la possibilité de limiter les opérations spéculatives et l'apparition de banques "too big to fail". La réintroduction du contrôle des capitaux est aussi largement prônée depuis la dernière crise. Mais le Ceta va dans le sens contraire ».

**Menace sur les conventions collectives**

« Le mécanisme de règlement des différends (ICS) dans sa forme actuelle permet non seulement aux investisseurs d'attaquer tous les instruments pris par les autorités publiques, tel le droit du travail, mais aussi potentiellement les conventions collectives du secteur privé rendues obligatoires. En effet, personne n'est aujourd'hui en mesure d'assurer que ces dernières sont formellement exclues du champ d'application de l'ICS ».

**Réseau wallon de lutte contre la pauvreté : l'aggravation des inégalités**

« Plusieurs éléments font craindre le pire en matière d'aggravation des inégalités par l'augmentation encore de la concentration des richesses diverses dans les mains des plus aisés si de tels accords étaient signés ! Or il n'est plus à prouver que l'enrichissement des uns se nourrit de l'appauvrissement des autres ! Le TTIP inclut des mécanismes qui pousseront irrémédiablement à libéraliser les services publics, comme certains secteurs de l'éducation, la formation et la santé. Les services publics, organisés pour donner l'accès aux droits de base, aux droits économiques, sociaux et culturels, A TOUS, restent les piliers de la réduction des inégalités, donc de l'éradication de la pauvreté ».



Mutualité Neutre de La Santé



Mutualités Libres

Les mutuelles (1) : un risque pour le système des soins de santé

« TTIP et CETA sont un risque pour notre système de soins de santé. Ces accords de libre-échange signifient d'avantage de privatisation et de commercialisation des soins de santé et des services sociaux, ce qui conduira à moins d'attention pour les patients qui accèderont plus difficilement à des soins de qualité. En plus, en donnant plus de pouvoir aux multinationales, les Etats membres de l'Union seront moins à même de mener leur propre politique en matière de soins de santé, de prévention et d'assurance-maladie ».

(1) Position commune des Mutualités chrétiennes, Mutualités neutres, Solidarités-Mutualités socialistes, Mutualités libérales et Mutualités libres

**La coalition Climat (1) : un encouragement à la surconsommation**

« Ces traités sont une incitation à la surconsommation, entraîneront une augmentation des émissions liées au transport, et sont un obstacle à une politique énergétique ambitieuse... Signer le TTIP et Ceta ? C'est s'assurer de ne pas parvenir à respecter nos engagements pris il y a moins d'un an lors de la COP21 de Paris ! »

(1) Greenpeace, Inter-Environnement, etc.

**Pas de diminution des prix**

« Tout d'abord, les allégations selon lesquelles le traité générerait une diminution des prix ne sont aujourd'hui pas démontrées. Ensuite, l'occasion d'apporter des bénéfices concrets pour les consommateurs tels qu'une meilleure information en cas d'achats ou de litiges transfrontaliers, ou encore la fin des pratiques de géo-blocage, n'a pas été saisie. Enfin, le mécanisme "d'arbitrage privé" ou "ICS" demeure inacceptable pour Test-Achats qui appelle donc au rejet du texte dans son état actuel ».